

« Rénovation énergétique, mobilité électrique, photovoltaïque: libérons le potentiel écologique des territoires!». La tribune d'Otmane Hajji

Par Otmane Hajji

22 novembre 2021 à 12h45

«L'Etat se doit de lâcher la bride et faire confiance aux territoires, sous forme d'une co-construction privé-public»



Otmane Hajji.

DR

Dans un contexte où cohabitent la réalité désormais incontestée du [réchauffement climatique](#), l'augmentation des contraintes économiques pour les collectivités territoriales et la prise de conscience écologique généralisée des citoyens ; à l'heure d' [une nième COP, dont les avancées ont été limitées](#) , la collaboration entre la sphère publique et les partenaires privés apparaît plus que nécessaire afin de répondre à l'urgence climatique/environnementale.

Pourquoi ? L'Etat et l'Union Européenne ont fixé différents objectifs de réduction carbone, comme le Pacte Vert de l'UE visant la réduction de 55 % des émissions nettes [de gaz à effet de serre](#) d'ici à 2030 (par rapport à 1990) ainsi que la neutralité carbone en 2050. Pour atteindre ces objectifs, les collectivités territoriales doivent être des actrices engagées de la transition écologique, des locomotives de cette dynamique globale. Chacun sait bien que sans elles rien ne sera possible.

Le problème, c'est qu'elles ne disposent pas toujours des outils pour le faire, aux plans humain ou financier. Certes, les grandes métropoles ou agglomérations bénéficient pour la plupart d'équipes techniques structurées et de la capacité à lever des fonds ou à trouver les subventions nécessaires au développement d'un projet, mais les villes moyennes ou leurs EPCI (intercommunalité) font au mieux avec les moyens du bord... C'est pour 42 % d'entre eux le frein principal (source AdCF). Même si la volonté est là, les résultats mettent bien plus longtemps à arriver.

Les solutions techniques et technologiques sont prêtes, l'investissement citoyen se développe fortement et les fonds privés sont disponibles

Autonomie. Pourtant, ces territoires bénéficient d'un gisement écologique important. Le patrimoine bâti des territoires est aujourd'hui très énergivore et doit être rénové de toute urgence afin de réduire son impact énergétique mais aussi dans le but d'améliorer le confort des utilisateurs. Le foncier inutilisable des territoires, comme les friches industrielles, terrains pollués, décharges inertes ou parkings représente un potentiel de développement colossal pour les énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire photovoltaïque. Ces dispositifs contribueraient également à assurer l'autonomie énergétique pour les municipalités, un enjeu crucial pour des collectivités résilientes. Enfin, les infrastructures de transport public, les bennes à ordures ménagères et tout autre véhicule spécifique forment un vivier incontestable pour le développement des nouvelles formes de mobilité décarbonées.

En parallèle, les solutions techniques et technologiques sont prêtes, l'investissement citoyen se développe fortement et les fonds privés sont disponibles. Les entreprises sont disponibles pour apporter leur contribution active en études, ingénierie et financement de projet. Le développement des fonds verts, « Green Bonds » ou autres vecteurs d'investissement responsables, témoigne de la capacité du secteur privé à accompagner rapidement et efficacement cette transition.

Alors, quels sont les freins à lever ? Comment aller plus vite ? Les élus mettent en tête des freins réglementaires (54 % — source AdCF) la complexité et les délais des procédures. Faire évoluer les règles de la commande publique, développer des formes innovantes de marchés, créer des véhicules de développement de projets communs sont autant de réponses à ces questions. L'Etat se doit de lâcher la bride et faire confiance aux territoires, sous forme d'une co-construction privé-public. C'est ainsi que se concrétiseront des projets gagnant-gagnant-gagnant pour les territoires, les citoyens et les entreprises. Sans quoi, toutes les COP du monde n'y feront rien...

Acteurs publics, citoyens, entreprises : libérons le potentiel écologique de nos territoires !

Otmane Hajji est président de la société GreenYellow.